

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

DISTRICT DE MONTRÉAL

No.: 500-06-000931-184

COUR SUPÉRIEURE

(Chambre des actions collectives)

TOITURES T.B. BOYER INC.

Demandeur

-c-

**PAGES JAUNES SOLUTIONS
NUMÉRIQUES ET MÉDIAS LIMITÉE,**

Défenderesse

**DEMANDE DU DEMANDEUR POUR MODIFIER SA DEMANDE POUR
AUTORISATION D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET POUR SE
VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT**

AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LE DEMANDEUR EXPOSE CE QUI SUIT:

- 1) Le 6 juin 2018, le demandeur a produit au greffe de cette Honorable Cour une *demande d'autorisation afin d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant*, le tout tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 2) Le demandeur désire modifier sa demande afin d'ajouter une question de faits et de droits reliant chacun des membres à la défenderesse qu'il entend faire trancher par le recours collectif envisagé;
- 3) En effet, le demandeur, tout comme les autres membres du groupe, allègue n'avoir jamais renoncé au droit de résiliation unilatérale conféré par l'article 2125 du *Code civil du Québec*;
- 4) La question de l'existence d'une renonciation claire et non équivoque, par les membres, au droit de résiliation unilatérale conféré par l'article 2125 du *Code*

**DEMANDE DU DEMANDEUR POUR MODIFIER SA DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN
RECOURS COLLECTIF ET POUR SE VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT**

civil du Québec est une autre question de faits et de droits reliant chacun des membres à la défenderesse que le demandeur entend faire trancher par le recours collectif envisagé;

- 5) Le demandeur demande donc l'autorisation au Tribunal de modifier sa *demande pour autorisation d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant* afin d'inclure cette question commune;
- 6) Il est dans l'intérêt de la justice que cette demande de modification soit accordée;
- 7) La présente demande est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE À CETTE HONORABLE COUR :

ACCEUILLIR la présente demande;

PERMETTRE au demandeur de modifier sa demande d'autorisation d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant selon la demande pour autorisation d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant modifiée déjà produite au dossier de la Cour;

LE TOUT sans frais

Montréal, le 22 novembre 2018.

(S) CaLex Légal inc.

COPIE CONFORME

CaLex Légal inc.

CaLex Légal Inc.

CaLex Légal Inc.

Me Jean-Philippe Caron
4214 rue Saint-Jacques
Montréal, QC, H4C 1J4
Téléphone : (514) 548 3023
Télécopieur : (514) 849 8844
Courriel: jpc@calex.legal

Procureurs du demandeur

(S) Johanna Sarfati Inc.

Me Johanna Sarfati Inc.

Me Johanna Sarfati
3187 rue Saint-Jacques, Bureau 101
Montréal, QC H4C 1G7
Téléphone: (514) 985-0965, poste 232

**DEMANDE DU DEMANDEUR POUR MODIFIER SA DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN
RECOURS COLLECTIF ET POUR SE VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT**

Télécopieur: (514) 985-0005
Courriel : j.sarfati@ostavocats.ca
Procureurs du demandeur

**DEMANDE DU DEMANDEUR POUR MODIFIER SA DEMANDE POUR AUTORISATION D'EXERCER UN
RECOURS COLLECTIF ET POUR SE VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT**

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, **Me JEAN-PHILIPPE CARON**, avocat, ayant mon domicile professionnel au 4214 rue St-Jacques, dans la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal, province de Québec, H4C 2Z6, déclare sous serment ce qui suit :

1. Je suis le représentant autorisé des procureurs de la partie demanderesse dans la présente affaire ;
2. J'ai pris connaissance de tous les faits allégués dans la *demande du demandeur pour modifier sa demande pour autorisation d'exercer un recours collectif et pour se voir attribuer le statut de représentant* et je déclare qu'ils sont vrais et exacts au meilleur de ma connaissance personnelle ;

ET J'AI SIGNÉ ce 22e jour de novembre 2018

(S) Jean-Philippe Caron

JEAN-PHILIPPE CARON

Affirmé solennellement devant moi,
à Montréal, le 22^e jour de novembre 2018

(S) Commissaire à l'assermentation pour le Québec

Commissaire à l'assermentation pour le Québec

COPIE CONFORME

CaLex Légal inc.

CaLex Légal Inc.

Informations administratives

Objet du litige :
**Action en nullité et dommages
intérêts**

Valeur du litige : **N/A**

N/R : **1018-02**

No. 500-06-000931-184

**COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE DES ACTIONS COLLECTIVES
DISTRICT DE MONTRÉAL**

TOITURES T.B. BOYER INC.

Partie Demanderesse

c.

**PAGES JAUNES SOLUTIONS NUMÉRIQUES ET
MÉDIAS LIMITÉE**

Partie Défenderesse

**DEMANDE MODIFIÉE POUR AUTORISATION
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET POUR SE
VOIR ATTRIBUER LE STATUT DE REPRÉSENTANT
(ARTICLES 574 ET SUIVANTS C.P.C.)**

COPIE CONFORME

BP3268

Me Jean-Philippe Caron
CaLex Legal Inc.
4214 rue St-Jacques
Montréal, Québec, H4C 1J4
T: +1 514.548.3023
F: +1 514.846.8844
jpc@calex.legal
www.calendy.com/jpcaron

